

Saint-Denis aussi a besoin du service public

Depuis que le gouvernement et la direction de la Poste ont annoncé leur volonté de transformer la Poste en société anonyme, des comités de défense du service public postal s'organisent et se développent tant en province qu'en Ile de France et en Seine Saint-Denis.

Cette transformation de la Poste, si elle se faisait, reviendrait très vite à la soumettre aux intérêts de quelques gros actionnaires, aux marchés financiers et spéculatifs, qui réclament des bénéfices à court terme.

À l'heure où le capitalisme financier montre au niveau mondial son immense gâchis et son cynisme, le gouvernement n'a aucune difficulté à lui injecter des milliards d'argent public pour lui permettre de continuer à fonctionner sans rien changer. Preuve que l'argent existe !

À Saint-Denis, les usagers de La Poste sont déjà laissés pour compte.

Quand le président de La Poste demande 3 milliards d'euros, ce n'est pas pour améliorer notre service public, mais pour acquérir des parts de marchés comme n'importe quelle multinationale.

Lorsqu'il annonce que 90% des usagers ne doivent pas attendre plus de cinq minutes aux guichets, on ne peut qu'en conclure que les habitants de Saint Denis font partie des 10% restants.

Sur l'autel de la rentabilité, premier pas vers la privatisation, La Poste a déjà :

- abandonné la mise en place d'un bureau à Pleyel,
- réduit les horaires d'ouverture des Francs Moisis,
- traîné des pieds pour maintenir Floréal en activité et ne l'a fait que sous la pression d'un collectif d'usagers
- prévu d'ici la fin d'année de réduire les horaires de République alors qu'une expertise avait démontré qu'il fallait dédoubler l'établissement. Il avait même été envisagé de le faire place du Caquet.

Les nombreuses suppressions d'emplois de facteurs, l'industrialisation de la distribution au profit des seules grosses entreprises, ont déjà des conséquences ; les Dionysiens constatent, chaque jour, une qualité de service de plus en plus dégradée en termes de distribution des colis et du courrier.

Le projet de privatisation ne pourrait qu'aggraver cette situation alors que nous avons, au contraire, besoin d'améliorer et de rénover le service public postal.

Les pouvoirs publics peuvent et doivent utiliser l'argent public pour maintenir et rénover les services publics. Cela nécessite de garantir l'avenir de La Poste, de son personnel et de répondre aux besoins de la population.

Le comité Saint Denis de défense du service public postal vous invite à le rejoindre.

Dans la continuité de l'appel national lancé par une cinquantaine d'organisations syndicales, politiques et associatives et du comité départemental de Seine Saint-Denis,

nous appelons usagers, élus et postiers à se rassembler pour la défense du service public postal, pour exiger un débat public et un référendum sur l'avenir de la Poste.

**Avec les syndicats de postiers réunis en intersyndicale (CGT, SUD, FO, CFDT, CFTC)
nous appelons à manifester avec les postiers
samedi 22 novembre à Paris (14h place de la Nation)**

Prochaine réunion du comité Saint Denis de défense du service public postal :

Vendredi 14 novembre, 18h30, bourse du travail de Saint Denis (11 rue Genin)

Pour nous contacter : defenseposte.stdenis@laposte.net

Premiers signataires Dionysiens : Cgt Fapt, Sud Ptt, UL Cgt, UL Solidaires, Parti communiste, Ligue communiste révolutionnaire, Nouveau parti anticapitaliste, Alternative libertaire.